

Nouvelles locales du jeudi 30 octobre 2014

@rib News, 30/10/2014 | Politique - L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) annonce son retrait dans les Commissions Electorales Communales Indépendantes (CECI). Selon le secrétaire général de cette organisation de la société civile burundaise, ils ont remarqué que leur contribution a été négligée alors qu'ils sont représentés sur toute l'étendue du territoire du Burundi. Hassan Mahwege annonce qu'ils avaient obtenu 4 places dans toutes les CECI au niveau national y compris la présidence de la CECI Rohero en Mairie de Bujumbura, mais que ce dernier a été photographié d'une manière bizarre et étonnante par des Imbonerakure. L'annonce qu'ils ignorent la destination de ces photos.

Ainsi, il trouve qu'ils ne peuvent pas cautionner les erreurs que la CENI est en train de commettre alors que des critiques sont émises par les uns et les autres. Il rappelle qu'ils avaient donné 45 candidats dans les CEPI mais que personne n'a été retenu et que les places obtenues dans les CECI constituent la goutte qui fait déborder le vase. Il demande à toute personne concernée y compris le ministre de l'Intérieur de tout faire pour que la situation se normalise dans les meilleurs délais et que tous les intervenants en matière des élections comprennent la situation sur le terrain. [rtnb/isanganiro/bonesha/rpa/rtr] - La Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME) dénonce l'attitude de la CENI vis-à-vis des critiques émises par les uns et les autres en ce concerne la mise en place des CEPI et des CECI dans le pays. Selon la présidente de cette coalition de la société civile burundaise, dire que toutes les personnes qui le désirent ne peuvent pas entrer à la CENI n'est pas une réponse d'une personne désireuse de travailler dans la clarté. Justine Nkurunziza estime par ailleurs que dire que les équilibres constitutionnels ont été respectés ne signifie pas que tout le monde a été représenté puisque selon elle, les dites commissions peuvent ne contenir que les membres d'une seule partie même si ces critères constitutionnels sont respectés. Elle estime ainsi que cela montre que les élections ne sont pas en train d'être bien préparées. Elle déplore également le fait qu'une partie de la classe politique burundaise veut créer un cadre de supervision des élections qui travaillera parallèlement à la CENI. Selon elle, cela peut être évité si la CENI change son comportement vis-à-vis des critiques. [isanganiro]

Justice - Le correspondant de la Radio Bonesha FM dans la province de Gitega a comparu pour la troisième fois devant le Parquet général près la Cour d'appel de Gitega. Hamisi Karihungu est convoqué suite à une plainte déposée par le représentant de la ligue des jeunes Imbonerakure dans la commune de Bugendana de cette même province de Gitega. Il n'a pas pourtant été entendu parce que le procureur de la République près la cour d'appel de Gitega n'est pas présent et comme pour les précédentes comparutions, le demandeur n'a pas comparu alors qu'il doit y avoir une confrontation directe entre le demandeur et le défendeur. L'avocat de la défense trouve qu'il s'agit d'une manière de déstabiliser les gens. Maître Claude Nkundwa demande purement et simplement un classement sans suite étant donné la mauvaise foi qui caractérise notamment le demandeur qui n'a pas comparu depuis le début alors que c'est lui qui a porté plainte. [rpa/bonesha]

- L'avocat du principal accusé dans l'affaire de l'assassinat des trois rattachés dans la paroisse catholique de Kamenge déplore le fait que le juge ou le procureur n'ont pas encore décidé que Chris Claude Butoyi soit examiné par des médecins afin que son état de santé soit précisé. Maître Ildphonse Conge estime que depuis le début de la procédure, le comportement de ce suspect montre bien qu'il a une déficience mentale non négligeable étant même donné qu'il se débarrasse de temps en temps dans la prison. Il annonce que depuis la tenue de la chambre de conseil pour statuer sur sa détention préventive, il a demandé que ce suspect soit examiné mais en vain alors même que tous s'accordent sur la nécessité de cet examen. Il demande que les choses soient tirées au clair afin que le dossier soit étudié en conséquence. [isanganiro/rpa]

Sécurité - Un corps sans vie a été découvert ce mercredi matin dans le quartier Gisyo de la commune urbaine de Kanyosha. Selon des sources sur place, il s'agirait d'un des voleurs qui venaient de piller dans un ménage de ce quartier et qui aurait été victime d'un malentendu dans le partage du butin avant de se rentrer dedans. Ces mêmes sources ajoutent que des coups de feu ont été entendus dans ce même lieu vers 19h de ce mercredi ; ceci pour justifier le fait que ce corps présentait des impacts de balle. L'administrateur communal de Kanyosha confirme cette version. Aoudou Bampoye précise aussi que le corps présentait des signes faisant croire à une fusillade. Il annonce que les mesures de renforcement de la sécurité ont été prises pour couper court avec le banditisme dans cette commune. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb] - La population de la commune urbaine de Kinindo a tenu une réunion de sécurité ce mercredi soir avec l'administrateur communal et le chef de poste de police dans cette commune. La population était mécontente et unanime quant aux mesures à prendre. Ainsi, les habitants tous âgés confondus, burundais et étrangers, ont trouvé que la période de trois mois que le ministre de la Sécurité a donnée pour démanteler tous les groupes de bandits est trop longue. De la sorte ils se sont donnés une seule semaine pour éradiquer les groupes de bandits qui opèrent dans cette commune. Pour y arriver, ils se sont convenus qu'ils doivent collaborer étroitement avec les policiers pour veiller à la sécurité de leur commune. De son côté, l'administrateur communal de Kinindo a affirmé que la sécurité doit être retrouvée d'abord que même certains membres de ces groupes de bandits ont été arrêtés. Le chef de poste de police quant à lui a promis que la durée d'une semaine qu'ils se sont donnée est suffisante pour avoir terminé le travail de traquer ces groupes de malfaiteurs étant même donné que l'effectif de policiers a été revu à la hausse dans cette commune par 10 policiers à une quarantaine. [rpa/rtr/isanganiro/bonesha/rtnb]